

MEETING DE MOHCINE BELABBAS À TIZI-OUZOU : «L'Algérien mérite mieux que d'être contraint de risquer sa vie sur un radeau...»

Pour sa première sortie à Tizi-Ouzou depuis qu'il a été intronisé à la tête du parti, le président du RCD a, bien entendu, plaidé la cause des siens, en course pour les élections locales, mais, d'un autre côté, il n'a pas raté l'occasion qui lui était offerte pour dire, notamment, ses convictions quant à la prochaine révision constitutionnelle.

Les militants et sympathisants du RCD avaient donc rendez-vous avec leur président, jeudi à la salle du théâtre régional Kateb-Yacine, pour ce qui constitue jusque-là le moment majeur de la campagne pour les locales de jeudi prochain.

Des élections qui inspirent tout l'optimisme chez Mohcine Belabbas quant aux chances de voir son parti prendre part à l'œuvre consistant à débarrasser l'Algérie «d'un pouvoir qui a tout détruit (...), d'un président de la République qui n'a rien à envier ni à Ben Ali, ni à Moubarak, ni à Kadhafi».

Le genre de discours qui permet de mettre n'importe quel auditoire dans sa poche et cela se voyait, ou plutôt s'entendait, dans la salle où, par moments, on aurait pu entendre voler un moustique, tellement tous étaient religieusement suspendus aux propos accrocheurs du président du RCD qui, il faut le dire, a été sans ménagement à l'endroit du pouvoir, comme le faisait son aîné à la tête du RCD, Saïd Sadi.

Le pouvoir et ses méfaits, qui ont fait que les Algériens «soient réduits à risquer leur vie sur des radeaux pour fuir la misère dans

un pays que les tenants du pouvoir n'ont pas fini de détruire», ont donc, et sans surprise, eu la grosse part du laïus de Mohcine Belabbas. Le verbe facile, celui-ci a voulu transmettre à ses militants sa conviction que le RCD sera de ceux qui feront en sorte qu'un jour le monde verra en l'Algérie un pays autre que celui qui suscite la désolation malgré ses richesses, ou encore «un pays dont la diplomatie a perdu la voix, un pays qui n'arrête pas de se faire des ennemis tout autour de lui».

Offensif à l'envi, le nouveau président du RCD que beaucoup découvriraient à l'occasion, reviendra sur les raisons ayant fait que son parti prenne part aux locales mais pas aux législatives. «Ce n'est pas de l'APN que proviendra le changement dans ce pays.

Nous avons posé plus de 70 questions au gouvernement, mais sans qu'il daigne y répondre. Nous avons demandé l'institution de commissions d'enquêtes parlementaires, mais elles n'ont jamais vu le jour», expliquera Belabbas qui tentera de convaincre son auditoire que l'implication du RCD dans les élections de jeudi pro-



Belabbas a été sans ménagement à l'endroit du pouvoir.

chain est dictée par le fait qu'à travers les élus du parti, accompagnés des populations qui auront leur confiance, tel que cela se faisait dans l'assemblée du village d'autrefois, et que cela permettra de militer pour un élargissement des prérogatives de l'élu. Des réformes annoncées par le pouvoir, Mohcine Bellabas en parlera pendant quelques minutes lors d'une conférence de presse tenue dans le salon du théâtre régional à l'issue du meeting. Là, il sera surtout question de la pro-

chaine révision constitutionnelle, lors de laquelle le RCD militera pour la réhabilitation des valeurs républicaines, telles la séparation des pouvoirs, la distinction entre le politique et le religieux, la limitation des mandats ainsi que d'autres questions.

Avec la presse, le président du RCD a également évoqué la propension à la tricherie dont fait et fera preuve, comme d'habitude, le pouvoir.

Il en veut pour preuve les propos du ministre de l'Intérieur

qui annonçait un taux de participation situé entre 40 et 45% et «qui aurait même pu nous annoncer les résultats», ironisait Belabbas avant de révéler qu'à Chlef, des bulletins de vote ont déjà commencé à circuler.

Puis, avant de prendre congé des journalistes, M. Mohcine Belabbas a tenu à répondre à une question en rapport avec la situation au Mali, en confiant que l'Algérie a commis une erreur de faire d'Ançar Dine un interlocuteur privilégié.

M. Azedine

OUYAHIA EN MEETING DANS LA VILLE DES GENÊTS : «Son printemps, l'Algérie l'a connu le 19 mars 1962 et en avril 1980»

Comme de tradition, pour les besoins de toutes les campagnes électorales qui se sont succédé depuis qu'il préside aux destinées du RND, Tizi-Ouzou a été, hier, une halte pour Ahmed Ouyahia.

L'ex-Premier ministre n'a pas voulu se montrer très original. Tout au long de son intervention, il s'est, en effet, exclusivement focalisé sur les acquis, ce qui a été réalisé durant le demi-siècle d'indépendance du pays pour se permettre aujourd'hui «la fantaisie de prêter de l'argent même au FMI». En ardent défenseur de l'Etat, le mentor désormais contesté du RND s'enorgueillira du fait de voir les émissaires de nombreux pays se bousculer à nos portes pour arracher des contrats, ce qui témoigne de la santé de l'Algérie, battant ainsi en brèche les arguments de ces jeunes qui veulent tenter l'aventure à l'étranger, et de citer l'exemple de l'une des destina-



Ouyahia, un ardent défenseur de l'Etat.

tions privilégiées des harraga, l'Espagne. Un peu plus politique,

et après avoir réitéré son soutien au président de la République,

Ouyahia expliquera dans la seconde partie de son interven-

tion, pourquoi l'Algérie n'a pas été sujette au printemps arabe. C'est tout simple, à suivre son raisonnement : «L'Algérie n'a pas connu qu'un seul printemps ! Il y a eu d'abord le 19 Mars 1962 puis, comme pour couvrir d'éloges ses hôtes du jour, le Printemps berbère en 1980.»

Puis, en dernière partie de sa sortie tizi-ouzéenne, Ouyahia évoquera l'importance des élections à venir et qui interviennent dans une conjoncture où, contrairement à ce que tout le monde soutient, les prérogatives des élus sont désormais renforcées.

«Désormais, ils sont rares les cas dans lesquels les délibérations de l'APC sont remises en cause par la wilaya», assurait-il pour exhorter les futurs élus de son camp à foncer, notamment à Tizi-Ouzou, wilaya où seulement 30% ont été consommés de l'enveloppe qui lui a été consacrée pour le programme quinquennal 2010-2014.

A. M.